

Le budget—M. Crosbie

M. Crosbie: Cela veut dire: Baissez le rideau, la farce est terminée.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. Crosbie: Le 18 février, les Canadiens auront eu à supporter quatre ans de gouvernement libéral. Le gouvernement n'a plus l'autorité moral qu'il faut pour gouverner. Moi je dis: Consultons la population sur ce budget.

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Qu'est-ce que le ministre a affirmé dans son budget du mois d'avril, il y a dix mois? Permettez-moi de le citer:

Mon premier souci dans ce budget est de venir en aide au million et demi et plus de Canadiens qui sont prêts à travailler, mais ne peuvent pas se trouver d'emploi.

Voilà ce que le ministre a dit il y a dix mois. Combien y a-t-il aujourd'hui de chômeurs canadiens qui ne peuvent pas trouver d'emploi? Un million et demi. Autant exactement que ceux qu'il allait aider il y a dix mois.

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Nous avons les plus grands déficits de notre histoire sans pourtant faire travailler un chômeur de plus. Nous avons actuellement un déficit de 31.5 milliards de dollars sans qu'il y ait un chômeur de plus qui travaille. Voilà à quoi riment les déficits, monsieur le Président. Savez-vous qu'au cours des cinq prochaines années, y compris l'exercice qui commence à la fin de mars, le gouvernement aura accumulé des déficits de quelque 173 milliards de dollars. Il dit qu'il lui faudra 114.1 milliards de dollars. Or, le gouvernement devra emprunter la totalité de cette somme car il devra payer environ 109.1 milliards de dollars en intérêts sur les déficits accumulés et sur la dette qu'il a contractée depuis huit ou dix ans.

Des voix: C'est honteux!

M. Crosbie: Un budget qui ne laisse aucune perspective d'avenir au Canada, qui n'assure ni la relance ni la croissance économique. C'est un budget qui ne vaut rien, un budget déficitaire.

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Le service de la dette cette année, c'est-à-dire le remboursement de la dette que le gouvernement a déjà contractée, est de l'ordre de 18.1 milliards de dollars. Un dollar sur trois que les Canadiens vont payer en impôts cette année servira à acquitter les intérêts de la dette. L'an prochain la dette publique passera à 20.3 milliards, l'année suivante à 22.4 milliards, l'année d'après à 23.6 milliards et ensuite à 24.7 milliards. C'est de l'argent gaspillé pour payer des intérêts. Pour quoi, monsieur le Président? Pour des améliorations durables? Non, pour payer les intérêts de la dette contractée par ces dépensiers, ces paniers percés d'en face.

L'an prochain, le déficit s'élèvera à 26.9 milliards de dollars. Savez-vous, monsieur le Président, que l'impôt sur le revenu des particuliers augmentera de 16 p. 100 cette année, l'impôt

des sociétés de 25 p. 100 et que les recettes s'accroîtront, selon les données, de 14 p. 100? Tout augmente avec le gouvernement, sauf ce qui devrait augmenter. Le ministre vient de relever le budget. Le gouvernement actuel a relevé cinq budgets.

La dette publique nette du pays à la fin de mars atteindra 150 milliards. Or, lorsque le premier ministre (M. Trudeau), qui est actuellement en voyage en Russie, a pris le pouvoir, cette dette n'atteignait que 17 milliards de dollars. Elle s'élève maintenant à 150 milliards de dollars. Pas étonnant qu'il ait honte d'être ici pour la présentation du budget!

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Toute excuse est bonne pour que le premier ministre se tienne loin lorsque nos problèmes nationaux du Canada sont à l'étude, car il ne veut pas savoir dans quelle situation honteuse se trouve le Canada.

Des voix: Oh, oh!

M. McDermid: Cela va les tenir occupés!

M. Crosbie: Ils espèrent maintenant pour la plupart qu'il ne revienne jamais.

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Il n'y a qu'un moyen pour que notre pays connaisse une vraie relance économique et c'est de diminuer les taux d'intérêt. Il n'y a qu'un moyen pour que les taux d'intérêt diminuent et c'est que le gouvernement se montre déterminé à restreindre ses dépenses et ses déficits. C'est le seul moyen. Ce budget ne va que contrecarrer et faire avorter la relance. Il n'indique nullement que le gouvernement va restreindre ses dépenses ni son déficit. Le ministre des Finances le sait. C'est précisément le conseil qu'il a donné à M. Volcker. Vous vous souvenez quand je lui ai posé la question, la semaine dernière, monsieur le Président? J'ai cité M. Volcker, le président de la Banque centrale américaine, qui a déclaré ceci:

... des déficits élevés retardent la reprise économique. Les déficits fédéraux ont maintenu les taux d'intérêt à la hausse et ralenti l'expansion dans les secteurs de l'économie qui sont davantage sensibles aux taux d'intérêt, comme l'habitation, l'automobile et les investissements à long terme des entreprises.

J'ai demandé au ministre s'il souscrivait à ces affirmations. Il a répondu que oui, sûrement, qu'il avait dit cela le premier, longtemps avant Volcker. Si le ministre donne raison à M. Volcker, comment peut-il continuer à présenter des budgets qui entraînent des déficits beaucoup plus considérables que celui des États-Unis? L'économie des États-Unis est dix fois plus grande que la nôtre. Leur déficit est de 183 milliards de dollars cette année, si je ne m'abuse. Le nôtre s'élève à 31.5 milliards. Transposé dans l'économie américaine, il équivaut à 310 milliards. C'est bien pis que le déficit américain. Si ces principes économiques sont valables aux États-Unis, ils le sont au Canada. Le gouvernement nous mène à la ruine parce qu'il n'a pas le cran, la jugeotte ou le courage voulus pour s'attaquer aux véritables problèmes que le Canada doit affronter.

Des voix: Bravo!